



**LETTRE OUVERTE DES ELEVEURS FRANÇAIS DE BOVINS DE RACES A VIANDE**  
**AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION :**

**« Diminuer encore les aides couplées au secteur bovin allaitant  
pour *compenser la convergence* serait une erreur politique injustifiable »**

Paris, le 31 mai 2021

Monsieur Julien DENORMANDIE  
Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation  
78 rue de Varenne  
75007 PARIS

Monsieur le Ministre,

Vous avez, récemment, fait part de vos premiers arbitrages concernant les orientations du Plan National Stratégique de la future Politique Agricole Commune. En actant une mesure qui pénalisera fortement les éleveurs de bovins de race à viande : un transfert progressif des aides couplées animales vers celles aux protéines végétales, privant notre secteur bovin allaitant de 80 millions d'euros de soutiens directs.

A moins de 8 000 euros par an et alors que nous parvenons, moins que jamais, à concrétiser dans notre secteur les promesses des Etats Généraux de l'Alimentation pour obtenir des prix couvrant notre coût de production, nous allons donc subir une nouvelle baisse de revenu. Un revenu qui, en conséquence de notre échec collectif à assurer une meilleure répartition de la valeur au sein de notre filière, repose désormais entièrement sur les aides de la PAC.

Et les choses pourraient ne pas en rester là. En effet, vous avez formulé, dans vos annonces, cette menace supplémentaire pour nos exploitations : nos aides couplées pourraient, encore, être revues à la baisse pour être en partie « transférées » vers le secteur laitier.

Pourquoi ? Pour « *compenser la convergence* ». Dit autrement, pour les non-adeptes du vocabulaire de la PAC : pour « faire payer » aux éleveurs allaitants, qui disposent aujourd'hui, en moyenne, d'un montant d'aide découplée à l'hectare globalement inférieur à la moyenne nationale, la revalorisation de ce montant, pourtant imposée à la France par l'Union européenne, dans une logique d'égalité entre agriculteurs et entre territoires.

Alors, à la suite du Conseil d'Administration de la Fédération Nationale Bovine et en réaction aux premiers travaux engagés par l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture, à la demande du Ministère, pour « simuler » cette perte supplémentaire pour le secteur allaitant, nous nous interrogeons : quelle logique politique y-a-t-il derrière tout cela ?

**F É D É R A T I O N   N A T I O N A L E   B O V I N E**

Confédération Nationale de l'Élevage

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

N'y-a-t-il pas un contre-sens total, à venir pénaliser les éleveurs dont l'Union européenne vous demande justement de revaloriser le montant des aides à l'hectare, à travers la convergence obligatoire ? Pourquoi ces éleveurs devraient-ils « financer », par une baisse supplémentaire de leurs aides couplées, ce rééquilibrage qui, dans les autres productions, semble parfaitement naturel et justifié ?

Les éleveurs, plutôt 'naisseurs' seraient-ils les seuls à ne pas être autorisés à accéder, « gratuitement », à cet outil de justice que constitue la convergence ? Et que penser de leurs collègues éleveurs naisseurs engraisseurs, qui eux, se verraient sanctionnés au nom d'une convergence... qui leur est déjà défavorable ?

Quelle cohérence y-a-t-il à demander à ces naisseurs-engrailleurs, de payer deux fois la convergence : en diminuant le montant de leurs aides à l'hectare, d'abord, puis en les privant de leurs aides couplées, ensuite ? Le tout dans la même réforme !

Dans la situation d'extrême urgence qu'est la nôtre, Monsieur le Ministre, toute baisse d'aides est difficile à accepter. Mais c'est encore plus vrai lorsque cette baisse ne repose sur aucun projet. Lorsqu'elle se fonde sur un argumentaire irrationnel et biaisé. Aussi, toute diminution supplémentaire des aides couplées aux bovins allaitants pour « compenser la convergence » serait une erreur politique injustifiable.

Une erreur qui pourrait coûter cher, très cher, à notre secteur et aux territoires sur lesquels ils sont implantés. C'est la raison pour laquelle nous vous lançons aujourd'hui cet appel : pour finaliser cette réforme de la PAC, faites le choix du bon sens !

Nous étions déjà grands perdants des EGALIM, nous sommes aujourd'hui les seuls perdants de la PAC, en finançant 80% de la hausse des aides couplées aux protéines végétales. Nous demander une contribution supplémentaire dans le cadre de cette « compensation de la convergence », dont la justification ne repose sur aucun argument recevable, reviendrait alors, Monsieur le Ministre, à nous envoyer ce message clair : la France souhaite se passer de notre production.

Nous vous remercions, Monsieur le Ministre, pour l'intérêt que vous voudrez bien porter à cet appel et vous prions de bien vouloir agréer l'expression de notre très haute considération.

Le Conseil d'administration  
de la FNB